

Ecole du Louvre Palais du Louvre

Palais du Louvre. Porte Jaujard
Place du Carrousel
75038 Paris cedex 01
Téléphone : 01.55.35.18.00
Télécopie : 01.55.35.18.50
Internet : www.ecoledulouvre.fr

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

OBJET DU MARCHÉ

MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE N° 2025-003

Mise en service d'un outil numérique d'exercice de la mémoire visuelle
et de révision à destination des élèves de 1er cycle de l'Ecole du Louvre

Personne publique :

École du Louvre
Palais du Louvre – Porte Jaujard – Place du Carrousel
75038 PARIS cedex 01
marches.publics@ecoledulouvre.fr

Date limite de dépôt des offres
Jedi 20 février 2025 à 19H

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Pour favoriser la réussite de ses élèves en 1^{er} cycle, l'École du Louvre souhaite mettre à disposition des apprenants un outil numérique d'aide à la révision, fondé notamment sur la mémoire visuelle. Cet outil présentera un corpus prédéfini d'œuvres constituant les fondamentaux du tronc commun de premier cycle d'Histoire Générale de l'Art (environ 2 000 œuvres).

Cet outil pédagogique consistera alors en une solution digitale de présentation de fiches de révision (ci-après dénommées flashcards ou cartes) qui soit ergonomique, simple d'utilisation, multi-supports (PC, tablette, smartphones), intuitive et interactive.

Les flashcards ont pour mission de fournir des moyens de facilitation de la mémorisation et de permettre la mise en relation chronologique, technique, géographique, thématique ou transversale d'œuvres constituant la base d'une culture visuelle globale conforme à la spécificité pédagogique de l'histoire générale de l'art.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE), ci-joint, décrit les modalités d'exécution de ces prestations et dans quelles conditions les offres des candidats devront être adressées à l'École du Louvre.

Le présent marché comprend les prestations mentionnées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Tous les échanges techniques lors de l'offre, de la passation du marché, de l'exécution, objet de ce marché, doivent être effectués en langue française.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Étendue de la consultation et mode de passation

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique. Il est passé selon procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 1^o du Code de la commande publique (CCP).

Il s'agit d'un accord-cadre conformément aux articles R. 2162-1 et suivants du code de la commande publique. Cet accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 89 999,99 € hors taxes dont une partie est exécutée à prix global et forfaitaire et une autre partie est exécutée par l'émission de bon de commandes sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU) ou, sur devis.

Le présent accord-cadre est alloti conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique, de la manière suivante :

- Lot 1 : constitution d'un corpus iconographique d'œuvres dites essentielles en premier cycle d'histoire générale de l'art selon la liste et les spécifications fournies par l'Ecole du Louvre.
- Lot 2 : Conception, développement, mise en place (dont assistance et formation) d'une solution à destination des élèves pour favoriser les révisions de 1^{er} cycle sur le périmètre du corpus constitué en lot 1 ; Hébergement et maintenances correctives et évolutive.

L'accord cadre est mono-attributaire pour chaque lot.

Les candidats ont la possibilité de soumettre leurs candidatures pour un lot unique ou l'ensemble des lots.

Le présent marché est un marché public de fournitures et de services.

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

72212190-7	Services de développement de logiciels pédagogiques
92000000-1	Services récréatifs, culturels et sportifs.

Conformément à l'article R. 2122-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables à la suite du présent marché.

2.2 – Calendrier

Le présent calendrier est donné à titre purement indicatif et peut faire l'objet de modifications par le pouvoir adjudicateur, sans que les candidats ne puissent élever une quelconque réclamation à ce titre.

Publication de l'avis d'appel à la concurrence	Lundi 20 janvier 2025
Dépôt des offres	Jeudi 20 février 2025 à 19H
L'acheteur classe les offres remises par les candidats après analyse, et attribue le marché sur la base de l'offre la mieux classée	Lundi 24 mars 2025

Conformément à l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, durant la consultation, l'École du Louvre communique avec les candidats par la plateforme de dématérialisation des achats de l'État (profil d'acheteur), dont l'accès est gratuit, disponible sur le site internet suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les candidats auront à produire un dossier complet, qui devra parvenir sous la forme d'un dépôt électronique, sur le profil acheteur de l'École du Louvre sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Attention, les candidats doivent préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour.

2.3 - Mode de financement

Les prestations sont financées par imputation au budget de l'établissement.
L'unité monétaire utilisée est l'euro.

2.4 - Montant du marché

Le montant total du présent marché est égal au montant des prestations dues au titre du forfait et des bons de commande dans le cadre du présent marché.

Le marché n'a pas de montant minimum. Le montant total maximum du marché est de 89 999,99 € € euros HT.

Le montant estimé des prestations dans la limite du montant du marché :

	<u>Montant HT</u>
Lot 1 : <ul style="list-style-type: none"> Constitution d'un corpus iconographique d'œuvres dites essentielles en premier cycle d'histoire générale de l'art selon la liste et les spécifications fournies par l'Ecole du Louvre. 	17 000 €
Lot 2 : <ul style="list-style-type: none"> Phase 1 : Conception, développement, mise en place (dont assistance et formation) d'une solution à destination des élèves pour favoriser les révisions de 1^{er} cycle sur le périmètre du corpus constitué en lot 1 comprenant une période de garantie de deux mois ; Phase 2 : Hébergement et maintenances corrective et évolutive (montant annuel) 	21 000 € 5 000 €

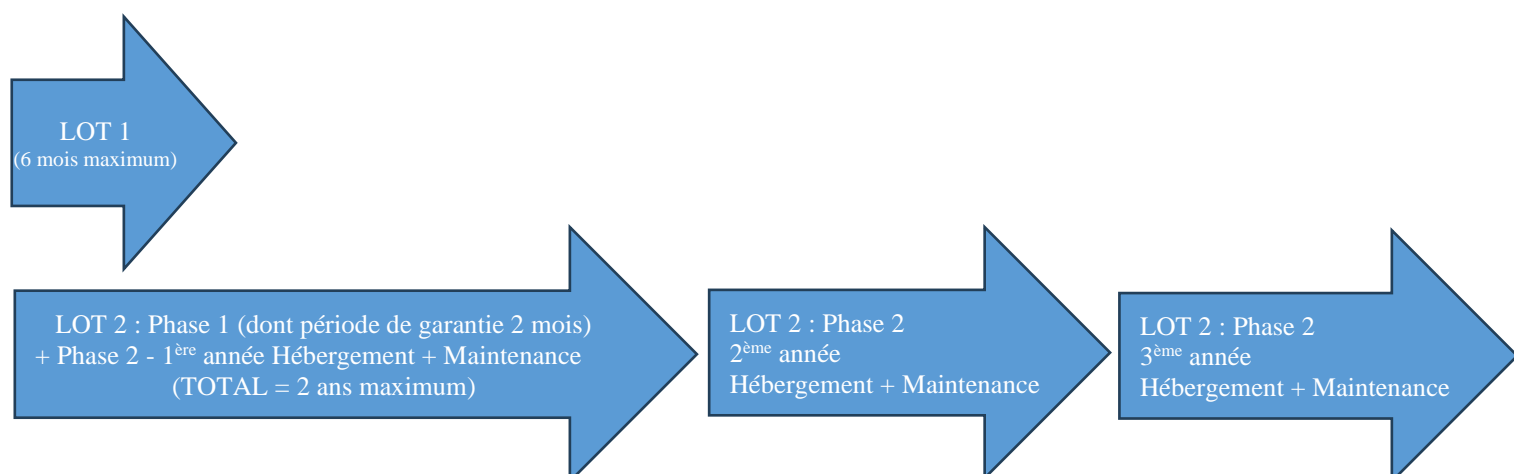
Les estimations du montant global du marché et celui de chaque lot sont donnés, à titre indicatif, sans engagement de la part du pouvoir adjudicateur.

2.5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée différenciée pour chacun des lots :

- Lot 1 : à compter de sa notification au titulaire jusqu'à la complète réalisation de la prestation avec une durée maximum de six (6) mois renouvelable expressément une fois ;
- Lot 2 : à compter de sa notification au titulaire jusqu'à la complète réalisation de la prestation de la phase 1 suivi d'une première année de maintenance avec une durée initiale maximale de deux (2) ans renouvelables expressément (2) fois un (1) an pour une durée totale maximale de quatre (4) ans.

La notification prévisionnelle du lot 1 et 2 au/ aux titulaire(s) est prévue en mars 2025.



L'exécution de la prestation du lot 1 devra être finalisée dans les deux mois suivants la transmission de la liste des œuvres par le pouvoir adjudicateur. La transmission de cette liste pouvant être réalisée en un ou plusieurs fois (trois fois maximum).

L'exécution de la phase 1 de la prestation du lot 2 doit pouvoir être finalisée en octobre 2025.

Ces délais n'incluent pas les délais de garantie et de maintenance : Une maintenance annuelle sur 1 an (renouvelable 2 fois, soit 3 années au total), à partir de la date d'expiration du délai de garantie qui est fixé à deux (2) mois,

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction. Toutefois, l'acheteur peut décider de ne pas reconduire le marché. Il notifie alors sa décision de non-reconduction au titulaire deux (2) mois avant la date de reconduction, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique. L'acheteur peut signifier la fin du marché par lettre recommandée trois (3) mois avant la date anniversaire du marché. Le fait que le marché ne soit pas reconduit ne déclenche aucun droit à indemnité au profit du titulaire.

2.6 - Modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE)

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, dix (10) jours au plus tard, avant la date de remises des offres des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE).

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété sans pouvoir présenter aucune réclamation à ce sujet et sans délai supplémentaire.

2.7 - Informations complémentaires sur les pièces constituant le marché

Les documents écrits constituant le DCE ont pour objet de renseigner les entreprises sur la nature des prestations à effectuer, leur durée, leur quantité, leur qualité.

Les candidats sont tenus de signaler *via* la plateforme, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de les léser ou les conduire à renoncer à répondre à la lecture des documents de la présente procédure. À défaut de les avoir signalées, les candidats ou soumissionnaires sont réputés admettre que ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences du dossier de consultation et de leurs obligations contractuelles futures au stade de l'exécution du marché.

2.8 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 3 mois à compter de la date limite fixée pour leur réception.

En répondant à la consultation, le soumissionnaire s'engage à maintenir son offre pendant ce délai.

Si l'attribution du marché n'est pas effectuée dans ce délai, l'École du Louvre pourra demander aux candidats la prolongation de la validité de leur offre.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à la présente consultation, le soumissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

2.9 - Variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter une variante.

2.10 – Modification du marché

L'École du Louvre se réserve le droit de procéder à des modifications du marché dans les conditions fixées aux articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

2.11 - Signature électronique

Dans le cadre du présent marché, aucune signature n'est requise pour le dépôt des candidatures et des offres. Une signature de l'acte d'engagement, sous forme manuscrite, sera requise avant notification du marché pour le candidat pressenti.

ARTICLE 3 – PRÉSENTATION ET CONTENU DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

3.1 - Composition des documents de la consultation

Les documents de la consultation se composent des pièces suivantes et de leurs annexes, le cas échéant, à remplir par le candidat :

- L'avis d'appel public à la concurrence (AAC)
- Le présent règlement de consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) de chaque lot
- Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- annexe 1 – lot 1 : Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- annexe 1 – lot 2 : Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- annexe 2 : acte(s) spécial(aux) de sous-traitance, le cas échéant ;
- annexe 3 : charte informatique de l'École du Louvre à l'usage des tiers ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et sa grille d'exigence fonctionnelle

3.2 - Conditions d'obtention du dossier de consultation des entreprises (DCE), copie de sauvegarde et demandes de renseignements complémentaires

Le DCE comprenant les pièces contractuelles est disponible sur la plateforme des achats de l'État à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>.

Conformément à l'article 1 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque certains documents sont trop volumineux, il est possible d'indiquer les moyens électroniques par lesquels ces documents pourront être obtenus gratuitement.

Les BPU et DPGF pourront être transmis, exceptionnellement, sous format Excel, sur demande, à l'adresse suivante marches.publics@ecoledulouvre.fr . Les candidats ne pourront pas modifier ou ajouter des mentions à ces documents.

Copie de sauvegarde (disposition valable également pour la phase des offres)

Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique il est possible au candidat de remettre, en complément de son offre déposée de manière

électronique, une copie de sauvegarde, sur support papier ou support physique électronique, dans les conditions détaillées ci-après.

Cette copie devra obligatoirement parvenir avant la date indiquée de remise des offres avec la mention « MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE N° 2025-003 **Mise en service d'un outil numérique d'exercice de la mémoire visuelle et de révision à destination des élèves de 1er cycle** COPIE DE SAUVEGARDE NE PAS OUVRIR ».

Elle doit également comporter le nom du candidat. L'École du Louvre doit pouvoir identifier la copie de sauvegarde si elle doit l'ouvrir ou au contraire la détruire en cas de rejet de la candidature.

Elle devra parvenir avant la date indiquée de remise des offres :

- Soit sous pli cacheté, par courrier recommandé avec accusé de réception, à l'adresse suivante École du Louvre, Service juridique et financier, Porte Jaujard, Place du Carrousel, 75038 Paris cedex 01 ;
- Soit une copie par voie électronique avec le nom du dossier zippé identifié « MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE N° 2025-003 Mise **en service d'un outil numérique d'exercice de la mémoire visuelle et de révision à destination des élèves de 1er cycle** -NE PAS OUVRIR » à l'adresse suivante : marches-publics@ecoledulouvre.f

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés lorsque la signature est requise.

Cette copie de sauvegarde est destinée à se substituer aux dossiers dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics soit :

- lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de cette malveillance est conservée par l'acheteur public ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais, alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais.

En cas d'anomalie comme un virus informatique, l'offre ne pourra être acceptée sauf si une copie de sauvegarde a été transmise dans les conditions détaillées ci-dessus.

Demandes de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour finaliser leur proposition, les candidats doivent faire parvenir quinze (15) jours avant la date limite de réception des offres, leurs demandes avant écrites *via* la plateforme des achats de l'État (PLACE) *via* « poser une question » à l'adresse électronique suivante <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

Une réponse commune sera faite aux candidats *via* la plateforme des achats de l'État (PLACE), six (6) jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Pour les questions posées ultérieurement, l'acheteur ne sera pas tenu de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire reporter les délais de réception des candidatures.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires seront communiquées à l'ensemble des candidats identifiés ayant retirés le dossier *via* la plateforme de dématérialisation et ayant posé leur question dans les délais indiqués.

Attention, les candidats ont l'obligation d'utiliser la plateforme pour le dépôt des questions (administratives et/ou techniques). Les candidats sont informés que le texte de la question sera transmis au moment de la réponse et adressé à tous les candidats avec la réponse.

Les candidats doivent créer un compte et s'identifier sur la plateforme avant de télécharger le DCE. Ils seront ainsi informés de toute modification ou complément de consultation. Ceux qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront être alertés. Dans aucun cas, l'acheteur ne pourra être tenu pour responsable du manque d'information d'un candidat qui ne se serait pas inscrit ou qui n'aurait pas téléchargé les documents mis à jour.

Enfin, pour tout renseignement relatif à la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>, les candidats pourront se reporter aux guides d'utilisation téléchargeables.

Article 4 – Présentation des candidatures et des offres

4.1. Candidature

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il est rappelé que le ou les signataire(s) doit(ent) être habilité(s) à engager le candidat.

Le dossier à remettre par les candidats comportera obligatoirement les pièces suivantes :

Documents à fournir
<p>Lettre de candidature établie à partir du formulaire DC1</p> <p><i>Formulaire disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr</i></p>
<p>Déclaration du candidat établie à partir du formulaire DC2</p> <p><i>Formulaire disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr</i></p>
<p>Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales</p> <p><i>Attestation de régularité fiscale via impots.gouv.fr et attestation sociale via ursaaf.fr</i></p>

Bilans et effectifs moyens annuels de l'entreprise sur les 3 dernières années

4.2. Offre

Documents à fournir
L'acte d'engagement du Lot concerné complété
L'offre technique du candidat présentée dans un mémoire méthodologique contenant notamment les propositions techniques détaillées permettant de répondre aux attentes fonctionnelles et techniques de l'établissement.
La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ainsi que les BPU complétés
La grille des exigences fonctionnelles remplie
Une présentation de l'équipe chargée de la réalisation de la mission, indiquant leurs qualifications professionnelles, leur historique commun, ainsi que leur savoir-faire et expérience en relation avec les prestations du marché.
Une liste des références des prestations similaires ou pertinentes datées de moins de 5 ans ainsi que des captures d'écrans, permettant de juger la capacité des entreprises signataires du marché à effectuer les prestations demandées

NB : en cas de sous-traitance

Il est demandé au prestataire d'explicitier le domaine précis dans lequel il envisage de travailler avec un/des sous-traitants et de justifier leurs capacités professionnelles, techniques et financières à effectuer la mission confiée.

À ce titre, le candidat fournit, pour chaque sous-traitant :

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics
Formulaire DC4 : déclaration de sous-traitance <u>en précisant leur domaine d'intervention et d'expertise</u> <i>Formulaire disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr</i>

Seuls peuvent être ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des plis, le 20 février 2025 à 19h.

Avant de procéder à l'examen des offres, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les soumissionnaires concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 48 h maximum.

ATTENTION : Les offres inappropriées, c'est-à-dire celles qui sont sans rapport avec le marché, seront éliminées conformément à l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que si le BPU ou le DPGF ne sont pas correctement et intégralement complétés, son offre est considérée comme incomplète et donc irrégulière.

Le candidat doit remplir intégralement le BPU et le DPGF avec les tarifs HT et doit préciser également le taux de TVA applicable aux différentes prestations. En cas de taux différents, il conviendra que le candidat l'indique dans son offre.

Si le candidat est dans l'impossibilité de fournir un ou plusieurs documents ou renseignements demandés dans le présent article, du fait par exemple d'une création récente, il joint à son dossier un courrier explicatif, daté et signé, et accompagné des justificatifs appropriés.

Enfin, l'acheteur est tenu de vérifier si les offres qui ont été remises ne sont pas anormalement basses conformément aux articles R. 2152-3 et suivants du Code de la commande publique et, le cas échéant, de les rejeter. Toute offre qui ne justifierait pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés ou contreviendrait aux obligations applicables, conformément à la réglementation telle que détaillée à l'article R. 2152-3 du Code précédemment cité, doit être rejetée.

Article 5 – critères de jugement des offres

5.1. critère de jugement du Lot 1

	Critères	Pondération
1	Valeur technique de l'offre appréciée au regard des sous-critères suivants :	60%
	1.1 Compréhension du projet <ul style="list-style-type: none"> - Compréhension des enjeux et objectifs - Identification des facteurs clés de succès du projet - Connaissance et compréhension des enjeux de l'image en histoire de l'art et du cartel d'œuvres <p><i>Ce sous-critère sera analysé sur la base des mémoires techniques soumis par les candidats.</i></p>	5%
	1.2 Corpus iconographique <ul style="list-style-type: none"> - Pertinence des modalités de constitution du corpus iconographique/ modalités de recherche - Type et qualité d'image proposés au regard des besoins exprimés - Pertinence des propositions des ressources mobilisées et des coûts associés au regard des besoins exprimés <p><i>Ce sous-critère sera analysé sur la base des mémoires techniques soumis par les candidats.</i></p>	15%
	1.3 Rédaction des cartels <ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie de recherche et de certification de l'exactitude des données <p><i>Ce sous-critère sera analysé sur la base des mémoires techniques soumis par les candidats.</i></p>	20%
	1.4 Méthodologie et accompagnement : <ul style="list-style-type: none"> - Composition, compétences, qualifications scientifiques et expérience de l'équipe dédiée pour la recherche iconographique et la rédaction des cartels - Qualité de la méthodologie déployée sur chaque phase du projet - Planning détaillé - Capacité d'accompagnement des équipes de l'École du Louvre 	20%

	<i>Ce sous-critère sera analysé sur la base des mémoires techniques soumis par les candidats ainsi que des plannings et présentation équipe.</i>	
2	Prix :	40%
	Budget sur le volet de production et livraison du corpus	

5.2. Critère de jugement du lot 2 :

	Critères	Pondération
1	Valeur technique de l'offre appréciée au regard des sous-critères suivants :	60%
	1.5 Compréhension du projet : <ul style="list-style-type: none"> - Compréhension des enjeux et objectifs - Identification des facteurs clés de succès du projet. - Connaissance et compréhension du secteur et de l'établissement. - Compréhension des profils cibles et de leur expérience et mise à contribution de ces informations pour des parcours simples & efficaces. <i>Ce sous-critère sera analysé sur la base des mémoires techniques soumis par les candidats.</i>	5%
	1.6 Réponse fonctionnelle, graphique et technique aux besoins exprimés : <ul style="list-style-type: none"> - Qualité de la solution proposée au regard des besoins exprimés - Adéquation fonctionnelle de la solution proposée par rapport à la grille d'exigences fonctionnelles - Qualité des axes éditoriaux & sémantiques proposés - Qualité de l'axe graphique proposé - Simplicité d'utilisation et de maintenance de la solution proposée <i>Ce sous-critère sera analysé sur la base des mémoires techniques soumis par les candidats et de la grille d'exigences fonctionnelles remplie.</i>	25%
	1.7 Méthodologie et accompagnement : <ul style="list-style-type: none"> - Composition, compétences et expérience de l'équipe dédiée - Qualité de la méthodologie déployée sur chaque phase du projet - Planning détaillé - Capacité d'accompagnement des équipes de l'École du Louvre 	25%

	<i>Ce sous-critère sera analysé sur la base des mémoires techniques soumis par les candidats ainsi que des plannings et présentation équipe.</i>	
	1.8 Situation de la société : - Nombre total de collaborateurs internes - Désignation d'un.e chef.fe de projet dédié.e - Engagements sur les principes de responsabilité sociétale des entreprises	5%
2	Prix :	40%
	2.1. Budget sur le volet de mise en place du lot 1 et du lot 2	35%
	2.2. Budget annuel d'hébergement et de maintenances évolutive et corrective	5%

Article 6 - MODALITÉS D'ATTRIBUTION DU MARCHE

Dans l'hypothèse où le candidat verrait sa proposition retenue à l'issue de la procédure, celui-ci, conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique devra impérativement produire dans les délais indiqués par l'acheteur :

ATTENTION : Il est précisé que l'absence des renseignements demandés conduit à l'élimination du soumissionnaire.

- l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé, avec le cachet de l'entreprise sous la signature, à l'aide du formulaire ATTRI1 (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2016>). Ce formulaire sera remis, au candidat pressenti, avoir été prérempli par l'École du Louvre. Il doit être signé par une personne habilitée à engager la société.
- un certificat social, délivré en ligne sur le site de l'Urssaf ; datant de moins de six (6) mois
- une attestation fiscale, datant de moins de six (6) mois ,qui permet de justifier de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés). Cette attestation peut être obtenue directement en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA, et auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur...) ;
- un certificat datant de moins de six (6) mois attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés ;

et

- a) si le candidat est établi en France : une attestation sur l'honneur dûment datée et signée que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement

au regard des articles L.143-3 et L.620-3 du Code du travail, ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.

- b) si le candidat est établi à l'étranger :
 - les certificats fiscaux et sociaux datant de moins de six (6) mois sont établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou si elle n'existe pas, par une déclaration solennelle devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays ;
 - les pièces demandées aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code français du travail.
- c) s'il détache sur le territoire français des salariés pour l'exécution du marché : la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

ATTENTION : si le candidat pressenti ne peut produire ces documents dans les délais impartis, son offre sera rejetée et ce candidat éliminé. L'acheteur choisira alors le candidat suivant dans le classement des offres. Il est donc vivement conseillé de fournir ces documents dès la remise des candidatures. En cas de cotraitance ou de sous-traitance, ces éléments seront à fournir par chaque cotraitant ou sous-traitant.

Articles 7 - DISPOSITIONS DIVERSES

Les dispositions du présent règlement de consultation ne font pas obstacle à la possibilité pour l'École du Louvre de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général. Dans ce cas, les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnité.

L'acheteur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée sauf dans le cadre de la copie de sauvegarde.

ARTICLE 8 – RECOURS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations objet du présent marché. Néanmoins, en cas de contentieux, le Tribunal Administratif de PARIS est la juridiction compétente pour connaître de tout litige.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy 75181 Paris cedex 04
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Téléphone : 01 44 59 44 00 – Télécopie : 01 44 59 46 46

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours:

Greffe du Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy, 75181 Paris cedex 04.

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46

Délais et voies de recours :

L'acheteur informe les candidats de son rejet dans les conditions des articles L2181-1 du CCP et R.2181-1 du CCP.

Le délai de suspension de la signature du marché est au minimum de 11 jours, à compter de la date d'envoi de la notification du rejet de l'offre par voie électronique.

L'acheteur informe également le candidat de l'existence d'autres voies de recours, le :

- Référé précontractuel : Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un référé précontractuel contre la présente procédure de passation, devant le président du Tribunal Administratif de PARIS, avant la signature du marché en application de l'article L.551-1 du Code de justice administrative.
- Référé contractuel en application des articles L.551-13 à 23 du Code de justice administrative dans un délai de 31 jours à compter, le cas échéant, de la publication de l'avis d'attribution ;
- Recours pour excès de pouvoir : Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un recours pour excès de pouvoir de la décision de rejet de la candidature ou de l'offre, devant le tribunal administratif de PARIS en application des articles R421-1 à 5 du Code de justice administrative. Le juge doit être saisi dans un délai de deux mois à compter de la notification du courrier de notification du rejet de candidature ou d'offre. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché (voir le délai de suspension précisé ci-dessus) ;
- Recours en plein contentieux dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution, éventuellement assorti d'un référé suspension selon l'article L521-1 du Code de justice administrative.

Article 9- - Confidentialité

Les candidats et l'acheteur qui, dans le cadre de la phase de consultation puis pendant l'exécution du marché pour le titulaire, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire et/ou de l'acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître l'existence.

Conformément à l'article L. 2132-1 du Code de la commande publique, l'acheteur ne peut communiquer les informations confidentielles dont il a connaissance lors de la procédure de passation, telles que celles dont la divulgation violerait le secret des affaires, ou celles dont la communication pourrait nuire à une concurrence loyale entre les opérateurs économiques, telles que la communication en cours de consultation du montant total ou du prix détaillé des offres.

Les candidats au présent marché sont tenus au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles ils ont accès pour les besoins de l'établissement de leur offre en vue de la bonne exécution du marché.

Les candidats s'engagent à respecter strictement la loi informatique et libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Les candidats s'engagent à respecter la charte informatique de l'École du Louvre.

L'École du Louvre se réserve le droit de poursuivre tout contrevenant.